

 <p>Service de la Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>POLITIQUE TARIFAIRE Service de Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>créé le 20/11/2018 Version du 13/01/2022</p> <p>Page 1 sur 5</p>
---	--	---

Objectif : Définir une politique tarifaire a pour objectif de fixer un cadre harmonisé et coordonné pour l'ensemble des tarifs concernant les formations accueillant des publics relevant du statut de « stagiaire de la formation professionnelle » et de veiller à garantir l'équilibre financier des actions de formation continue et d'alternance.

- I. **La réglementation relative à la formation professionnelle**
- II. **Les publics de formation professionnelle**
- III. **Les prestations de formation continue**
- IV. **L'apprentissage**
- V. **Les dispositifs de la formation professionnelle continue**
- VI. **La définition des différents tarifs au Service de Formation Tout au Long de la Vie**
- VII. **Application des tarifs et mise en œuvre de la facturation au SFTLV**
- VIII. **Accompagnement des apprenants et levées de fonds au CFA épure méditerranée**

I. La réglementation relative à la formation professionnelle

- Code du travail : partie législative, sixième partie « la formation professionnelle tout au long de la vie (articles L6111 à L6523-7)
- Code de l'éducation : partie réglementaire, livre VII, titre Ier, chapitre IV, section 6, sous-section 1 dispositions générales (articles D714-55 à D714-72)

1. Objectifs et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie

La formation professionnelle tout au long de la vie est une obligation. Elle permet à chaque personne d'acquérir ou d'actualiser ses connaissances et ses compétences favorisant son évolution professionnelle, ainsi que de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle.

Elle comporte **une formation initiale**, comprenant notamment l'apprentissage, et **des formations ultérieures qui constituent la formation continue** destinées aux personnes engagées dans la vie active ou aux jeunes qui s'y engagent.

2. Objet de la formation professionnelle continue

Elle favorise l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs ainsi que le retour à l'emploi des personnes qui ont interrompu leur activité professionnelle. Elle permet le maintien dans l'emploi et favorise le développement des compétences et l'accès à des niveaux supérieurs de qualification professionnelle.

Elle contribue au développement économique et culturel, à la sécurisation des parcours professionnels et à leur promotion sociale.

3. Les actions de formation professionnelle sont :

- Les actions de formation se définissant comme un parcours pédagogique,
- Les actions de formation par alternance,
- La Validation des Acquis de l'Expérience,
- Les bilans de compétences (action non proposée à Avignon Université).

 <p>Service de la Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>POLITIQUE TARIFAIRE Service de Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>créé le 20/11/2018 Version du 13/01/2022</p> <p>Page 2 sur 5</p>
---	--	---

II. Les publics de formation professionnelle

Les publics relevant de la formation professionnelle sont :

- les étudiants d'une formation en alternance,
- les salariés,
- les demandeurs d'emploi,
- les travailleurs indépendants, membres des professions libérales et des professions non salariées y compris le conjoint collaborateur ou associé.

III. Les prestations de formation continue

Les principales prestations de formation continue au Service de la Formation Tout au Long de Vie d'AU sont les suivantes :

- Accueil spécifique en individuel ou en collectif,
- Accompagnement individuel spécifique,
- Gestion administrative : dossiers de demande de financement, contrat ou convention, suivi d'assiduité, facturation, attestations diverses,
- Activités administratives liées à un aménagement de la formation : Validation des Acquis Professionnels et Personnels, remise à niveau,
- Réponse à des appels d'offres de formation.

IV. L'apprentissage

Le contrat d'apprentissage permet aux personnes de 16 à 29 ans de préparer un diplôme. L'apprenti bénéficie d'une double pédagogie : une période d'enseignement théorique et une période de formation pratique en entreprise. Les tarifs des formations accessibles par voie d'apprentissage sont définis par les branches professionnelles, fixés par décret et publiés sur le site de France Compétences.

Le CFA épure méditerranée est chargé de formaliser la relation par un contrat d'alternance entre les acteurs concernés. S'appliquent aux apprentis, les prestations de suivi de formation continue par le SFTLV.

V. Les dispositifs de formation professionnelle continue

1. Le contrat de professionnalisation

Il permet l'acquisition de qualifications et favorise l'insertion ou la réinsertion professionnelle. Il associe des enseignements généraux, professionnels, technologiques et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités en relation avec les qualifications recherchées. Le niveau de prise en charge de ces contrats est fixé par les opérateurs de compétences (OPCO). Le Service de Formation Tout au long de la Vie reste chargé de la gestion administrative liée à la justification de la présence en formation.

A compter et pour l'année universitaire 2022-2023, le CFA épure méditerranée sera chargé de formaliser la relation par un contrat d'alternance entre les acteurs concernés. S'appliquent aux alternants, les prestations de suivi de formation continue par le SFTLV.

 <p>Service de la Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>POLITIQUE TARIFAIRE Service de Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>créé le 20/11/2018 Version du 13/01/2022</p> <p>Page 3 sur 5</p>
---	--	---

2. Le contrat de formation professionnelle

Le code du travail prévoit qu'une personne physique peut entreprendre une formation à titre individuel et à ses frais. Il est alors rédigé un contrat de formation entre le candidat et le SFTLV. Celui-ci doit être signé avant tout règlement des frais de formation. Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

3. Le Compte Personnel de Formation (CPF)

Il est ouvert à tous : salarié, demandeur d'emploi, travailleur indépendant, membre d'une profession libérale ou d'une profession non salariée (personne âgée d'au moins 16 ans). Il est financé par les entreprises et géré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

L'acceptation des conditions générales d'utilisation ou CGU par les titulaires du Compte Personnel de Formation et les organismes de formation vaut conventionnement. Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

4. Le Projet de transition professionnelle ou CPF de transition professionnelle

Il est mobilisé afin de financer une action de formation certifiante destinée à permettre un changement de métier ou de profession. Un congé spécifique est prévu dès lors que l'action de formation se déroule sur le temps de travail. Le CPF de transition professionnelle est une modalité particulière du CPF et se substitue au Congé Individuel de Formation (CIF). Il fait l'objet d'un conventionnement. Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

5. La reconversion ou promotion par alternance - Pro A

Ce dispositif permet aux salariés dont le niveau de qualification est inférieur à la licence de changer de métier, de profession ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle au sein de l'entreprise du salarié par l'intermédiaire d'actions de formation. Il remplace la période de professionnalisation. Il fait l'objet d'un conventionnement. Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

6. Le plan de développement des compétences

Il recense l'ensemble des actions de formation mises en place par l'employeur pour ses salariés. Ce sont des actions de formation permettant l'adaptation des salariés à leur poste ou le maintien de leur capacité à occuper un emploi au regard de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations. Il peut prévoir des actions de bilan de compétences et de VAE.

Une convention est signée entre l'entreprise et le dispensateur de la formation. Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

7. La Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE)

Elle permet la mise en place d'une formation de préparation à une prise de poste. Elle peut être individuelle ou collective (plusieurs demandeurs d'emploi peuvent bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition de compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche). Le coût de la formation est voté par le CA de l'établissement.

 <p>Service de la Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>POLITIQUE TARIFAIRE Service de Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>créé le 20/11/2018 Version du 13/01/2022</p> <p>Page 4 sur 5</p>
---	--	---

VI. La définition des différents tarifs au Service de Formation Tout au Long de la Vie

Il existe deux types de formations au sein de l'établissement :

- des formations professionnelles portées par le SFTLV pour les composantes,
- des formations portées par les composantes et pour lesquelles le SFTLV accompagne les candidats relevant de la formation continue.

Tarifs de formations professionnelles portées par le SFTLV pour les composantes

1. Le tarif « pris en charge par un organisme financeur » : PECOFI

Ce tarif concerne toute personne bénéficiant d'une prise en charge par un organisme financeur (entreprise, Etat, Région, OPCO, ...). Le candidat peut mobiliser son Compte Personnel de Formation (CPF) et financer le complément.

2. Le tarif « unique pôle emploi »

Ce tarif concerne toute personne bénéficiant d'un financement Pôle Emploi hors Compte Personnel de Formation (CPF). Un tarif unique Pôle Emploi égal à environ 2/3 du tarif PECOFI est voté car Pôle Emploi finance chaque année plusieurs étudiants au SFTLV.

3. Le tarif « non pris en charge par un Organisme Financeur » : non PECOFI

Ce tarif concerne toute personne ne bénéficiant pas d'un financement d'un tiers et finançant sa formation à ses frais. Le Compte personnel de Formation (CPF) ne peut pas être mobilisé sur le tarif non PECOFI. Le tarif non PECOFI est inférieur à 50% du tarif PECOFI.

Tarifs des formations portées par les composantes et pour lesquelles le SFTLV accompagne les candidats relevant de la formation continue

4. Le tarif « étudiants FC en reprise d'études tarif seuil »

Ce tarif prend en compte deux situations distinctes :

- La première année de reprise d'études. Un étudiant relevant de la formation continue doit bénéficier d'un accompagnement dans la recherche de financement du coût de la formation. Ainsi, lors de sa première candidature, le service FTLV l'accompagne dans cette démarche. Si aucun financement n'est obtenu et que l'étudiant a besoin d'un suivi administratif, un tarif seuil sera appliqué. Il correspond au coût d'accompagnement d'un candidat pour toutes les démarches administratives liées à la recherche d'un financement par un organisme (entreprise, Etat, Région, OPCO...) ou la mobilisation du Compte Personnel de Formation (CPF) et les suivis administratifs en aval et durant la formation quel que soit le nombre d'heures de la formation. Si aucun financement n'est obtenu et que l'étudiant n'a pas besoin d'un suivi administratif, il s'acquittera uniquement des droits nationaux au diplôme auprès de la Direction des études et de la scolarité.
- La poursuite d'études pour finir un cycle universitaire d'un étudiant non financé ne nécessitant pas d'accompagnement du SFTLV. Aussi, il s'acquittera uniquement des droits nationaux au diplôme auprès du service des Études et de la Sclarité.

 <p>Service de la Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>POLITIQUE TARIFAIRE Service de Formation Tout au Long de la Vie</p>	<p>créé le 20/11/2018 Version du 13/01/2022</p> <p>Page 5 sur 5</p>
---	--	---

5. Le tarif « étudiants FC en reprise d'études tarif pris en charge par un organisme financeur »

Ce tarif concerne toutes personnes bénéficiant d'un financement par un organisme financeur ou CPF pour les formations ne relevant pas du Service de Formation Tout au Long de la Vie. Il englobe le coût d'accompagnement administratif du candidat (tarif seuil) et le coût de l'enseignement dispensé.

VII. Application des tarifs et mise en œuvre de la facturation au SFTLV

1. Reste à charge lors de la prise en charge partielle d'un organisme financeur par rapport au « tarif pris en charge par un organisme financeur »

- par un opérateur de compétences (OPCO) : il ne sera pas demandé à l'entreprise de financer le reste dû sur la base du tarif « pris en charge par un organisme financeur » s'il est inférieur à 15% du tarif,
- par une entreprise : il ne sera pas demandé au salarié de financer le reste dû s'il est inférieur à 15% du tarif,
- par le Compte Personnel de Formation (CPF) : le titulaire doit abonder lui-même en payant le restant dû par Carte Bancaire ou demander un abondement de son compte CPF à un organisme financeur.

2. Application du « tarif non pris en charge par un organisme financeur » pour les formations portées par le SFTLV pour les composantes

- dans le cas justifié du refus de prise en charge par les organismes financeurs (OPCO, entreprise, Pôle emploi, Région, ...), il pourra être proposé à l'intéressé une convention individuelle de formation en lien avec le « tarif non pris en charge par un organisme financeur », à réception de la notification du refus,
- dans le cas d'un refus d'abondement du Compte Personnel de Formation (CPF), le titulaire annulera sa demande de mobilisation de son compte. Un contrat individuel de formation à réception de la notification du refus lui sera proposé en lien avec le « tarif non pris en charge par un organisme financeur ».

VIII. Accompagnement des apprenants et levées de fonds au CFA épure méditerranée

1. Accompagnement des apprenants contractualisant via le CFA épure méditerranée

Absence de contrat d'apprentissage au début de la formation

L'apprenti dispose d'une durée légale (de trois mois) à compter du démarrage de la formation pour trouver une entreprise. Il est accompagné dans sa recherche par un ingénieur en charge de l'alternance du Service de Formation Tout au Long de la Vie. L'apprenti en recherche d'un contrat d'apprentissage est admis provisoirement en formation sous couvert du cerfa P2S qui permet de garantir sa protection sociale liée à une formation en apprentissage. A l'issue de la durée légale, l'apprenti ne peut pas rester dans la formation.

Rupture de contrat d'alternance

Pour prévenir la rupture d'un contrat d'alternance, il sera proposé à l'intéressé un entretien avec un ingénieur en charge de l'alternance du Service de Formation Tout au Long de la Vie. Dans le cas d'un contrat de professionnalisation, il sera étudié le dispositif le plus adapté pour l'intéressé s'il souhaite poursuivre sa formation. Dans le cas d'un contrat d'apprentissage, l'apprenti sera accompagné dans la recherche d'une nouvelle entreprise. Lorsqu'il y a une rupture de contrat, l'apprenti devient stagiaire de la formation professionnelle le temps de retrouver un contrat pendant 6 mois maximum via le cerfa P2S.

2. Levées de fonds au CFA épure méditerranée

Afin de couvrir les coûts complets de formation portées par l'établissement et dans le cadre de la justification des coûts contrats (notamment auprès de France Compétences), les levées de fonds liées à une formation en alternance enregistrée au CFA épure méditerranée seront réalisées par le directeur du SFTLV après information du responsable pédagogique.